

En tant que Canadiens, nous sommes ici pour reprendre notre quête d'une paix durable par le chemin accablant du compromis et de la négociation. Nous sommes ici parce que nous le voulons, parce que nous le devons.

[Français]

Nous rêvons tous du jour où les armes nucléaires seront bannies de la terre. Mais nous ne pourrions jamais retourner à l'époque où elles n'existaient pas. Elles représentent une menace terrifiante que nos leaders politiques doivent essayer de contenir. Par contre, si la stratégie globale de l'OTAN ne comportait pas un élément nucléaire crédible, on pourrait s'exposer au chantage nucléaire avec les terribles conséquences que cela suppose et dont le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a d'ailleurs fait mention.

Nous n'avons pas d'autre choix donc que de chercher des moyens de réduire le recours aux armes nucléaires en Europe et ailleurs.

Mon parti, monsieur le Président, et moi-même abordons cette question primordiale à partir de trois principes absolument fondamentaux.

D'abord, la politique étrangère du Canada doit être, espérons-le, en tout temps, mais sûrement sur les questions de gravité internationale, doit être fondée, dis-je, sur un consensus entre les partis. Deuxièmement, notre sécurité repose sur la solidarité de l'OTAN. Et en troisième lieu, ce n'est qu'en renforçant la dissuasion non nucléaire que nous allons devenir moins dépendants de ces mêmes armes nucléaires.

[Traduction]

Permettez-moi monsieur le Président, de développer ma pensée. Le premier ministre (M. Trudeau) a parlé en termes éloquentes de la nécessité de réduire la tension Est-Ouest. Nous sommes entièrement de cet avis et, comme je l'ai dit à la Chambre le 14 novembre dernier et répété depuis, tous nos vœux l'accompagnent. Sans le maintien de la paix, aucun espoir n'est permis pour le Canada, aucun rêve n'est plus permis pour les Canadiens. Nous sommes entièrement d'accord avec les objectifs que vise l'initiative de paix du premier ministre, et nous sommes heureux qu'il fasse rapport au Parlement sur cette importante question qui retient depuis quelques mois toute son attention.

Jusqu'ici—et je dis ceci avec beaucoup plus de regret que de colère—le Parlement a dû se contenter des renseignements donnés lors de l'assemblée politique à Montréal où le premier ministre a présenté ses propositions, et des quelques éclaircissements qu'il a bien voulu apporter dans les déclarations qu'il a faites en Europe de l'Est. Nous trouvons déplorable ce manque de respect envers le Parlement. Nous trouvons déplorable que le premier ministre, se lançant dans une entreprise honorable, ait raté une occasion de donner énormément plus de crédibilité à son initiative de paix.

Car ce qui a fait défaut à l'initiative du premier ministre, c'est une approbation formelle de ses propositions et peut-être l'ajout de nouvelles propositions tout aussi valables par la Chambre des communes, avant qu'il n'entreprenne ses voyages à l'étranger.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Dans mon discours du 4 décembre, j'ai insisté pour que le premier ministre présente une résolution à cette

fin, et je suis convaincu qu'elle aurait reçu l'approbation unanime de la Chambre. Je peux lui assurer d'ailleurs que s'il le faisait aujourd'hui, notre appui ne serait pas moins enthousiaste. Avec l'appui de la Chambre, le premier ministre aurait pu qualifier d'indignes les arguments au sujet du caractère partisan de son initiative. Avec un tel mandat, le premier ministre aurait pu faire valoir qu'il avait l'appui de tous les Canadiens, de tous les partis et de toutes les régions du pays.

Je fais de nouveau appel au premier ministre aujourd'hui. Il a donné à entendre qu'il a l'intention d'entreprendre d'autres voyages. Je lui souhaite encore bonne chance. Mais je l'exhorte à présenter une résolution pour que tous les députés puissent l'examiner et lui donner l'appui unanime qui l'aidera à accomplir sa mission.

• (1200)

Je crois, monsieur le Président, qu'un tel appui de la part de tous les députés aurait d'autres effets positifs et pratiques. Il permettrait par exemple d'envoyer des délégations multipartites et non partisans aux conférences sur le désarmement, ce qui serait une preuve concrète de la détermination de la Chambre d'appuyer les initiatives du premier ministre.

Une fois obtenu cet appui formel de tous les partis, il serait logique aussi d'adresser un renvoi au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale pour lui demander de se pencher sur les conflits qui font rage actuellement et qui pourraient entraîner l'utilisation de ces armes nucléaires que le premier ministre—comme tous les Canadiens—craint tant. Nous avons beau nous préoccuper de catastrophes nucléaires, nous ne devons pas oublier non plus qu'à l'heure actuelle, quelque quatre millions de soldats s'opposent dans plus de 35 conflits armés. Le quart des nations du monde sont présentement engagées dans de telles guerres qui ont déjà coûté la vie à plus de cinq millions de personnes.

[Français]

Monsieur le Président, répondant au discours du trône du 15 avril 1980, mon collègue, le très honorable député de Yellowhead (M. Clark) lançait d'ailleurs il y a maintenant quatre ans l'avertissement suivant: Il est à peu près certain, disait-il, que la présente décennie sera marquée par une instabilité régionale presque constante, alors que se détériorent les relations entre les superpuissances. Avec les bouleversements au Liban, en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale, il devient donc urgent que le Parlement cherche attentivement des moyens à prendre pour que le Canada puisse exercer une influence positive dans le règlement de ces conflits. Un appel à la reprise des pourparlers de Genève sur le désarmement des forces nucléaires intermédiaires aurait plus d'impact s'il était appuyé par cette Chambre. Il en serait de même également des initiatives ou des tentatives du premier ministre (M. Trudeau) pour réunir à la même table, comme il l'a mentionné avec raison encore aujourd'hui, les cinq puissances nucléaires du monde.

Voilà bien des années que la non-prolifération nucléaire préoccupe les Canadiens. Je me rappelle, par exemple, qu'en 1962, alors que l'honorable Howard Green était secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il avait lui-même proposé, étant membre du gouvernement du très honorable M. Diefenbaker, à la première séance du Comité du désarmement des Nations Unies, un projet de déclaration destiné à bannir à tout jamais les armes nucléaires de l'espace. Avec l'encouragement